

**Point de presse de la porte-parole -
Algérie/Quatrième session du
comité mixte économique
franco-algérien (COMEFA) -
Iran-Irak/Tremblement de terre -
Diplomatie économique/Accueil des
«startups» lauréates du programme
YEI Start in France - Enseignement
français à l'étranger/Semaine des
lycées français du monde - Liban -
Iran - Tchad - Mali - Arabie
Saoudite - Birmanie
(Paris, 13 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé la déclaration du 11 novembre 2017 :

1 - Algérie - Quatrième session du comité mixte économique franco-algérien (COMEFA) (12 novembre 2017)

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, co-présideront pour la partie française la quatrième session du comité mixte économique franco-algérien (COMEFA) le dimanche 12 novembre à Alger.

Cette session sera l'occasion d'aborder la situation économique et les politiques économiques et financières algériennes et françaises. Les ministres échangeront sur l'évolution de la relation économique bilatérale et sa contribution à la diversification de l'économie algérienne, ainsi que sur les perspectives du partenariat industriel franco-algérien.

Ils s'entretiendront à cette occasion avec Abdelkader Messahel, ministre algérien des affaires étrangères, et Youcef Yousfi, ministre algérien de l'industrie et des mines.

Des accords en matière de coopération industrielle et de promotion des exportations seront signés à cette occasion.

Jean-Yves Le Drian co-présidera par ailleurs avec son homologue le dialogue bilatéral sur les questions politiques et sécuritaires. Les deux ministres passeront en revue les grands défis régionaux et internationaux auxquels la France et l'Algérie doivent aujourd'hui faire face, notamment la situation en Libye, au Sahel ainsi que la lutte contre le terrorisme.

Ces échanges reflètent la grande qualité du dialogue politique entre la France et l'Algérie et leur volonté partagée d'approfondir les discussions sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Au cours de son séjour, la délégation française rencontrera de hauts responsables algériens ainsi que des membres du gouvernement, pour examiner ensemble les perspectives de renforcement du partenariat d'exception entre nos deux pays, notamment dans le cadre de la préparation du prochain comité intergouvernemental de haut niveau, qui sera co-présidé par les deux Premiers ministres.

Avec 8 milliards d'euros d'échanges commerciaux annuels, l'Algérie est l'un des premiers partenaires économiques de la France sur le continent africain. La France est par ailleurs le premier investisseur en Algérie hors hydrocarbures. Cela représente 450 entreprises, 40.000 emplois directs et 100.000 emplois indirects dans des secteurs aussi divers que les transports, l'automobile, l'agro-alimentaire ou la pharmacie. De nombreux projets impliquant des grands groupes comme des PME montrent le dynamisme de ce partenariat économique, qui sera réaffirmé à l'occasion de la session du 12 novembre prochain.

La porte-parole a également fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

2 - Iran-Irak - Tremblement de terre (12 novembre 2017)

À la suite du séisme survenu le 12 novembre, la France présente ses condoléances aux familles des victimes et exprime sa profonde solidarité à toutes les familles touchées.

Dans ce moment difficile, elle assure les autorités et les peuples d'Iran et d'Irak de son soutien.

3 - Diplomatie économique - Accueil des «startups» lauréates du programme Y Ei Start in France (Paris, 13 novembre 2017)

Vingt-neuf «startups» américaines, italiennes, sud-africaines, coréennes et taïwanaises sont en France du 13 au 17 novembre dans le cadre du programme «Y Ei Start in France» porté par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères avec Business France, Paris&Co, Paris Région entreprises et le réseau d'innovateurs français Rétis.

Ce programme vise à faire découvrir à des startups étrangères l'écosystème français de l'innovation à travers des conférences et des rendez-vous d'affaire personnalisés à Paris et en région.

Près de 125 startups en ont bénéficié depuis son lancement. Beaucoup ont établi des relations d'affaires avec leurs homologues françaises. Certaines ont ensuite décidé de s'implanter en France : parmi elles, la startup américaine Pathmaker, lauréate en 2015, a créé une filiale au

sein de l'incubateur de l'Institut du cerveau et de la moelle épinière à Paris et y emploie quatre chercheurs ; ou encore Matchupbox, lauréate en 2014, ouvrira prochainement son centre de recherche à Toulon.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères porte ce programme depuis près de dix ans dans le cadre de sa politique de soutien à l'attractivité du territoire. Il est également partenaire fondateur de l'initiative «French Tech», avec son programme «French Tech Ticket» qui a permis d'accueillir cette année en France 70 «startups» étrangères et dont la troisième édition sera prochainement annoncée.

4 - Enseignement français à l'étranger - Semaine des lycées français du monde (12-19 novembre 2017)

L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, opérateur du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, organise du 12 au 19 novembre la première édition de la Semaine des lycées français du monde.

Ancienne élève du lycée Descartes de Rabat au Maroc, l'écrivaine Leïla Slimani, prix Goncourt 2016, en est la marraine. Leïla Slimani vient d'être nommée par le président de la République représentante personnelle pour la Francophonie.

Près de 150 établissements dans 80 pays organisent à cette occasion plus de 460 événements (journées portes ouvertes, événements conviviaux, rencontres sportives, projets culturels, solidaires et pédagogiques) pour fédérer les communautés scolaires sur tous les continents et promouvoir le modèle éducatif des lycées français du monde auprès de nouveaux publics.

Lors de conférences organisées à Paris et dans les lycées de Barcelone et Moscou, l'AEFE mettra chaque jour à l'honneur des thèmes-clés pour valoriser sur une scène éducative mondiale très compétitive les points forts de l'enseignement à la française - notamment l'enseignement des sciences, de la pratique sportive, de la philosophie, de la culture de l'engagement et l'éducation à la citoyenneté, tout comme l'école maternelle et les efforts d'accueil des élèves en situation de handicap.

Le réseau de l'AEFE est constitué d'écoles, collèges et lycées homologués par le ministère de l'éducation nationale. Présent dans 137 pays, il compte 492 établissements et près de 350.000 élèves à la rentrée 2017, de la maternelle à la terminale, scolarisant près de 60% d'étrangers. L'homologation atteste de la conformité de l'établissement au système éducatif français et à ses programmes. Elle garantit également la continuité de l'enseignement quel que soit le pays d'accueil. Ce principe de continuité pédagogique permet aux élèves des lycées français du monde de poursuivre une scolarité d'excellence pouvant commencer dans un pays et se prolonger dans un autre, selon la mobilité de leur famille. Le réseau permet ainsi aux élèves étrangers de s'approprier la culture française et francophone tout en restant connectés à celle de leur pays, et aux élèves français de tirer le meilleur parti de leur insertion dans un milieu étranger.

En portant le modèle éducatif français à l'international, les lycées français du monde sont un outil essentiel de la diplomatie d'influence de la France. La priorité accordée à l'enseignement français à l'étranger a d'ailleurs été réaffirmée par le président de la République qui a annoncé devant l'assemblée des français de l'étranger le 2 octobre que les crédits de l'AEFE seraient préservés en 2018 et 2019. M. Jean-Yves Le Drian a rappelé, le 7 novembre, à l'Assemblée nationale, la vigilance du ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour que tous les élèves du réseau de l'AEFE puissent continuer à bénéficier de cet enseignement de qualité.

5 - Liban

Q - Jean-Yves Le Drian a appelé ce matin à la «non ingérence» au Liban afin de trouver une solution à la crise politique qui secoue le pays depuis la démission du Premier ministre Saad Hariri. Quels pays ou entités visait-il et avez-vous des interrogations sur la liberté de mouvement de M. Hariri qui n'est toujours pas rentré au Liban ?

Q - Le ministre libanais des affaires étrangères est attendu mardi à Paris, son homologue français se rendra jeudi à Riyad. Comment la France peut-elle contribuer à la résolution de la crise politique libanaise ?

Q - Le Premier ministre libanais Saad Hariri a appelé hier l'Iran à ne pas s'ingérer dans les affaires du Liban et des pays voisins. Avez-vous un commentaire à faire à ce sujet ? Quel rôle peut jouer l'Iran, via le Hezbollah, pour résoudre la crise politique au Liban ?

R - Nous souhaitons que tous ceux qui exercent une influence au Liban permettent aux acteurs politiques de ce pays d'exercer pleinement leurs responsabilités.

M. Saad Hariri a appelé hier l'Iran à ne pas s'ingérer dans les affaires du Liban et des pays voisins. Nous estimons que c'est une condition importante de la stabilité dans la région.

La France a pour le Liban une attention particulière et souhaite que la communauté internationale s'exprime d'une seule voix pour en assurer la stabilité, l'unité et la sécurité.

6 - Iran

Q - L'Iran a opposé une fin de non-recevoir à la France qui souhaite compléter l'accord sur le nucléaire iranien par une «négociation» sur l'activité balistique de l'Iran et une «discussion» sur le rôle de ce pays dans la région. Dans ce contexte, quand le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian se rendra-t-il en Iran et sur quelles bases ?

R - Nous sommes attachés à une mise en oeuvre exigeante du JCPOA tel qu'il a été accepté par toutes les parties, comme nous l'avons exprimé à plusieurs reprises.

La France est en outre préoccupée par la poursuite du programme balistique iranien, non-conforme à la résolution 2231 et source de déstabilisation pour la région.

Le dialogue politique entre la France et l'Iran est actif et permet d'aborder tous les sujets, notamment les questions stratégiques et les enjeux régionaux. C'est un dialogue exigeant que M. Jean-Yves Le Drian poursuivra lorsqu'il se rendra en Iran.

Q - Quand la France, par la voix du président Macron, parle de «sanctions si besoin était» envers l'Iran sur le programme balistique de quoi parle-t-elle? Sanctions européennes, onusiennes?

R - Comme vous le savez, l'Union européenne a déjà sanctionné des entités iraniennes impliquées dans le programme balistique.

Si besoin était, de nouvelles sanctions pourraient être prises.

7 - Tchad

Q - Trois rebelles tchadiens arrêtés au Niger et qui, selon leur avocat, ont le statut de réfugiés en France demandent l'intervention des autorités françaises pour ne pas être extradés vers le Tchad. Quelle est votre réaction ?

R - La France n'a pas été saisie pour le moment d'une telle demande.

8 - Mali

Q - La France avait parlé il y a plusieurs mois de soumettre des propositions à Alger pour le processus de paix au Mali. Est-ce que ceci s'est concrétisé et comment ? Avez-vous l'impression que l'Algérie est impliquée totalement pour aider le processus politique au Mali ?

R - Chef de file de la médiation internationale en vertu de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015, l'Algérie est un acteur important du processus de paix au Mali.

La France et l'Algérie dialoguent à tous les niveaux sur les questions régionales et en particulier sur le processus de paix au Mali.

Cela s'est traduit par la tenue le 12 novembre à Alger d'un dialogue stratégique au niveau des deux ministres des affaires étrangères en marge du IVème comité mixte économique franco-algérien. Un point précis y a été fait sur l'application de l'accord de paix et a permis de constater notre convergence sur ce sujet.

9 - Arabie saoudite

Q - Est-ce qu'il y a eu une demande de l'Arabie saoudite de geler les avoirs en France de personnalités saoudiennes ?

R - Nous n'avons reçu aucune demande en ce sens.

10 - Birmanie

Q - Rex Tillerson secrétaire d'État américain se rendra mercredi en Birmanie pour y rencontrer Aung San Suu Kyi et aussi Min Aung Hlaing chef d'état-major de l'armée birmane. La diplomatie française a-t-elle tenté de joindre le général Hlaing par le passé?

R - La France a appelé à plusieurs reprises l'armée birmane à mettre fin aux violences dont sont victimes les populations Rohingyas, à assurer sans discrimination la protection des populations civiles et de leurs biens et à garantir, le plus rapidement possible, le rétablissement d'un accès humanitaire sûr et sans entrave.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu par téléphone le 6 novembre dernier avec Mme Aung San Suu Kyi, conseillère pour l'État de Birmanie pour exprimer la vive préoccupation de la France s'agissant de la situation des Rohingyas et soutenir l'engagement du gouvernement civil birman à organiser le retour des réfugiés et à mettre en oeuvre les recommandations de la Commission présidée par Kofi Annan pour traiter les causes profondes de cette crise. Nous réitérons notre soutien à la transition démocratique birmane menée par Aung San Suu Kyi.

M. Jean-Yves Le Drian se rend lundi prochain en Birmanie pour le sommet de l'ASEM. Ce sera pour lui l'occasion d'évoquer la situation des Rohingyas./.